



Brochure N° 22



1

L'ÉTAT EN QUESTIONS



Francis Arzalier

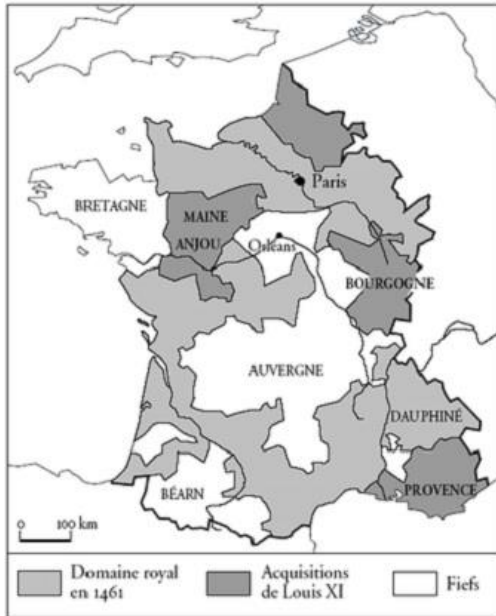
Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

Analyser la nature de l'État, ses fonctions, et comment on doit agir à son propos, est essentiel pour celles et ceux qui refusent les inégalités sociales actuelles. Sur la question de l'État, ceux que l'on a classé dans la gauche se sont depuis deux siècles divisés en trois groupes toujours existants :

- ✚ Les Anarchistes, à la suite du Français Proudhon considèrent l'Etat comme un instrument d'oppression des travailleurs, et en concluent que leur libération ne peut se réaliser que par sa suppression. Ce qui les a amenés souvent à se désintéresser des luttes politiques, au profit des seuls combats sociaux (ainsi dans l'anarcho-syndicalisme qui fut aux origines de la CGT).

- ✚ Les Marxistes, inspirés de Karl Marx et ses continuateurs communistes, ont de l'État une conception dialectique. Il est selon eux à la fois une nécessité de régulation sociale (que deviendraient les automobilistes français si n'existait pas l'obligation d'État de rouler à droite de la chaussée ?) et l'instrument permettant à une classe sociale d'exercer sa domination sur la société, et les classes dominées. La mission des Révolutionnaires est donc, selon eux, à la fois de détruire le contrôle de l'économie par les Capitalistes au profit de la propriété collective, et de détruire l'Etat de la Bourgeoisie dirigeante, et le transformer en un État représentatif de la majorité de la population vivant du fruit de son travail, le prolétariat.

- ✚ Enfin le groupe des avatars historiques des partis socialistes qui, au XXème siècle, se sont transformés en Social-Démocratie (partis socialistes, 2ème internationale, Blum ou Mitterrand en France) persuadés qu'il suffisait de prendre le pouvoir d'État par les urnes, en évitant ainsi les brutalités fréquentes d'une Révolution, et qu'il était inutile de supprimer le Capitalisme et la domination bourgeoise de l'État. Au 21e me siècle, certains partis qui s'intitulent encore communistes, ont rallié les conceptions social-démocrates de l'État, par carriérisme et opportunisme, et ont de ce fait perdu leur influence dans le prolétariat.



La France à la mort de Louis XI le "père" de la centralisation

L'Etat joue un rôle essentiel dans notre pays plus que dans d'autres. Un militant désireux de lutter efficacement pour transformer la société française, doit en comprendre la nature, les fonctions, et comment les siècles l'ont transformé.

C'est une réalité complexe, changeante, qui suscite bien des questions ce qui oblige à l'aborder par des entrées successives pour répondre aux questions les plus fréquentes.

En précisant que les réponses proposées ne peuvent être que des propositions, et ne sont qu'une incitation au débat nécessaire entre militants et militantes Communistes.

1/ DÉFINITION DE L'ÉTAT

Depuis l'Italien Machiavel (« Le Prince" 1532) et l'anglais Hobbes (" Léviathan", 1659), on nomme L'ETAT l'ensemble des individus qui exercent un pouvoir au sein d'un peuple ou d'un pays, en édictant des règles (les lois) que chacun devra appliquer, et qui sont supposées être nécessaires au bon fonctionnement de la société.

Ce sont d'abord les dirigeants, Rois, Empereurs (Etat monarchique), Présidents de la République (Etat républicain), Chef du Gouvernement (Etat parlementaire), etc. Mais c'est aussi l'ensemble de ceux qui contribuent à fabriquer et faire obéir aux lois : ministres, préfets et personnels des administrations à leur service. Personnels de Police, Justice, Armée. Les élus nationaux (députés, sénateurs) qui votent les lois (Pouvoir législatif) ont leur place au sein de l'Etat, même si la Vème République l'a beaucoup réduite.

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

Les Elus locaux (municipaux, départementaux, régionaux), dits Collectivités locales, ne sont pas considérés comme faisant partie de l'Etat, ils ont un pouvoir limité à leur circonscription, dans le cadre restreint des lois nationales. Ils s'en font tout au plus les auxiliaires, et ont le choix de l'accepter, ou pas.

Tous les fonctionnaires ne sont pas un simple rouage de l'Etat. Dans un pays comme la France, les salariés de la Fonction publique (enseignants, hospitaliers, de la Poste, de l'EDF, etc) sont des services publics soumis aux lois. Seuls leurs dirigeants disposent du Pouvoir d'Etat, et ont été nommés en fonction des choix de l'Etat par ses dirigeants.

2/ HISTOIRE DE L'ÉTAT EN FRANCE



Grève au centre PTT en juin 1978

L'Etat est apparu dès la Préhistoire, lors de l'invention de l'agriculture (Néolithique). Dans les sociétés des vallées du Moyen-Orient ou d'Asie, l'irrigation pratiquée exigeait une autorité de régulation. Cette apparition de l'Etat fut évidemment un progrès.

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

Mais ces mêmes sociétés (Égypte, Mésopotamie, vallées du Nord de l'Inde ou de la Chine) connaissent aussi d'emblée des inégalités de classe, ou de castes, opposant esclaves ou paysans asservis aux propriétaires de terres et de troupeaux.

L'ÉTAT SERA DES LE DÉPART ET TOUT AU LONG DE SON HISTOIRE UN INSTRUMENT DE POUVOIR AUX MAINS DES CLASSES PRIVILÉGIÉES, GUERRIERS, SEIGNEURS, POSSÉDANTS.

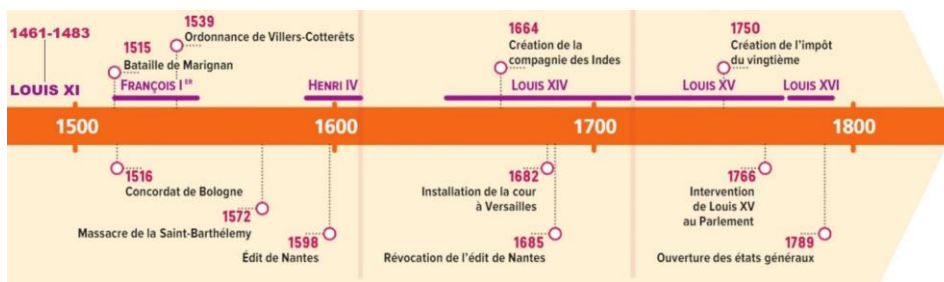
Durant l'antiquité dite classique, en Grèce, chaque Cité ("polis") est un Etat, " aristocratique"¹ (dirigé par la minorité la plus riche) comme à Sparte par exemple, ou "démocratique " ("le pouvoir du peuple") à Athènes au Vème siècle avant JC. Cette "démocratie" repose sur l'égalité entre les citoyens, appelés à décider des lois à la majorité. Mais les femmes, les étrangers, et les esclaves très nombreux ne votent pas, donc appliquent les décisions prises par d'autres.

Durant le Moyen Age européen, les pays comme la France, essentiellement ruraux, sont morcelés en principautés féodales concurrentes, dirigées par des familles de grands propriétaires terriens, Seigneurs et Chevaliers, dont les serviteurs, administrateurs et soldats (Etat seigneurial) assurent l'exploitation des paysans asservis.

Peu à peu, en France notamment, se développe un Etat monarchique héréditaire, qui accroît son pouvoir au détriment de celui des Seigneurs, en général avec l'appui des Bourgeois (marchands des villes ou bourgs), et même des paysans (abolition progressive du servage).

Le Roi Louis XIV au 17ème siècle peut ainsi affirmer " *L'Etat, c'est moi !* " : ministres et Intendants régionaux sont ses exécutants, les Grands Seigneurs terriens viennent se soumettre à ses désirs à la Cour de Versailles, et même les évêques lui font allégeance plutôt qu'au Pape.

Au 18ème siècle, les Intellectuels des Lumières développent l'idée que l'Etat doit être représentatif des intérêts publics (Rousseau, le Contrat social), doit éviter



¹ Etant fondée sur le mérite et l'aptitude à diriger, l'aristocratie ne doit pas être confondue avec la noblesse qui est fondée sur la naissance.

l'arbitraire (Montesquieu, l'équilibre des Pouvoirs législatif, judiciaire, et exécutif), et ne doit pas être soumis à une religion (Voltaire).

De 1789 à 1794, la Révolution française met en place ces principes, inventant la République et les Communes dirigées par des Elus², la laïcité de l'Etat, une Justice humanisée et soumise aux lois plus qu'au gouvernants, etc.

De 1800 à 1815, l'Empereur Bonaparte-Napoléon 1^{er} rétablit la forme monarchique de l'Etat, tout en pérennisant les conquêtes faites par la bourgeoisie marchande et la paysannerie grâce à la Révolution. Et cet Etat restera contrôlé par la bourgeoisie après la défaite militaire de 1815, sous les Rois de la Restauration et Louis Philippe Ier, malgré le retour des Émigrés qui ne retrouvent pas leurs prérogatives d'avant 1789. La Bourgeoisie française usera même de son Pouvoir d'Etat pour lancer la « Révolution industrielle » capitaliste de 1830 à 48, l'amplifier de 1851 à 1870 sous l'Empereur Napoléon III et jusqu'au XX^{ème} siècle.



La Deuxième République, de 1848 à 51, n'est qu'une parenthèse d'instabilité, où le pouvoir d'Etat de la Bourgeoisie est mis durant quelques mois en question par l'irruption de la classe ouvrière urbaine, muselée en juin 48 et décembre 51 par l'armée et la police au service des possédants.

La III^{ème} République qui succède à l'Empire a l'occasion de la défaite militaire de 1870 ne change que sa forme, mais c'est toujours la Bourgeoisie industrielle et financière qui est aux commandes de l'Etat et de l'économie, même quand le suffrage universel donne en 1936 la majorité parlementaire et le Gouvernement aux partis du "Front Populaire", Socialistes et Radicaux. Et, entre 1940 et 44, "l'Etat français" autoritaire et "collabo" du Maréchal Pétain fut aussi le fondé de pouvoir de fractions de la Bourgeoisie française, dont une infime partie au départ était "Résistante" avec De Gaulle. Par contre, dès le Nazisme écrasé militairement (et notamment par l'armée soviétique), la Bourgeoisie française devint massivement résistante, MRP, ou Gaulliste, et persista à contrôler l'Etat, durant les années de reconstruction du pays (1945-58 - IV^{ème} République).

² Largement inspirées des 44000 paroisses

En 1958, profitant de l'insurrection de l'armée alors que la France est engluée dans la Guerre d'Algérie, De Gaulle installe la " Vème République", " monarchie républicaine "plus stable au service de la Bourgeoisie industrielle, financière, coloniale et post-coloniale. Ses successeurs, Présidents de la même Vème République jusqu'à nos jours, Pompidou, Giscard, Chirac, Sarkozy (de Droite), Mitterrant, Hollande (de Gauche), et Macron (qui se dit les deux à la fois), assumeront, chacun à leur façon, la direction d'un Etat qui reste celui de la Bourgeoisie française.

AINSI, DURANT PRÈS DE TROIS SIÈCLES, L'ÉTAT FRANÇAIS N'A CESSÉ DE CHANGER DE FORME, DE ROYAUTÉS HÉRÉDITAIRES EN EMPIRES, DE RÉPUBLIQUES PARLEMENTAIRES EN ETAT AUTORITAIRE A LA "MONARCHIE RÉPUBLICAINE" ACTUELLE, SOUS LE DRAPEAU DE PARTIS OPPOSÉS (DROITE ET GAUCHE), MAIS IL N'A PAS CHANGÉ DE NATURE DE CLASSE, TOUJOURS AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE.



Même si la forme qu'il revêt nous importe (nous avons le plus grand intérêt à combattre les formes autoritaires, répressives de l'Etat, les pires à notre rencontre), notre combat militant ne doit jamais oublier d'analyser l'Etat en termes de classe, de le combattre en tant que représentant de la Bourgeoisie possédante, pour être efficaces. C'est en son nom que l'État macronien détruit aujourd'hui les conquêtes sociales (sécurité sociale, retraites, etc...), privatise les services publics pour en tirer des profits aux actionnaires, casse les industries françaises pour les délocaliser en quête de bas salaires, etc.

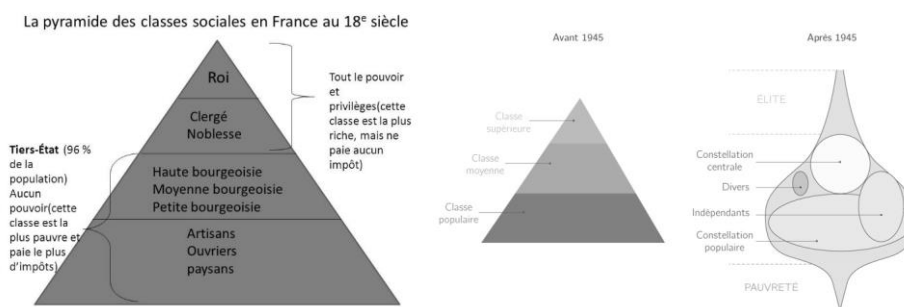
3/ QU'EST CE QUE LA BOURGEOISIE DIRIGEANTE ?

Il faut le faire avec d'autant plus de soin qu'elle a beaucoup changé au cours des siècles, de nature, et de mentalité, ce qui s'est traduit par les changements successifs de forme de l'Etat.

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

Commenté [1]:

Le mot a pris naissance au Moyen Âge, quand les Bourgs (villes de quelques centaines de familles) étaient peuplés de commerçants ou artisans, à la différence des villages peuplés de paysans (Pagani).



Contrairement à une idée très répandue, la Bourgeoisie ne se définit pas par ce qu'elle pense (" mentalités bourgeoises "), ou son niveau de vie (" les Riches "), mais d'abord par son appropriation de capitaux, et les profits qu'elle en tire grâce au travail des salariés. Au milieu du XX^e siècle, ces capitaux étaient généralement investis dans les industries en France ou dans les colonies françaises. Depuis les mutations mondialisées et financiarisées du Capitalisme à partir de 1975, ils sont investis surtout dans des sociétés transnationales, qui contrôlent usines et salariés aux quatre coins du monde, Asie, Afrique, Amérique, depuis un siège social situé n'importe où dans le monde, grâce à des capitaux de toute origine géographique. Ces privilégiés de la fortune, récents ou anciens, sont quelques dizaines de milliers de familles, plus ou moins riches. Ce sommet de la pyramide bourgeoise française se définit par d'importants PATRIMOINES héréditaires, comme Bernard Arnault (LVMH, 81 milliards d'euros), Madame Bettencourt, Gerard Mulliez (Auchan), etc. Ils vivent généralement dans les beaux quartiers des métropoles, mais profitent aussi de résidences secondaires " en province."



La propriété de Bernard Arnault

L'étage en dessous de la bourgeoisie française est plus nombreux, quelques millions d'hommes et femmes aux conditions disparates, mais qui ont en commun d'assurer le fonctionnement de la société capitaliste : Chefs d'entreprises et "managers" d'usines et de banques, avocats d'affaires et "communicants" des médias et de la publicité, politiciens de Droite et de Gauche libérales, etc. Ces serviteurs des "règles du Marché" ont des revenus élevés parfois qualifiés de "hauts salaires", qui sont en fait des profits capitalistes redistribués. Hauts fonctionnaires du "Secteur public" ou "Patrons" du "Secteur privé", ils occupent leurs postes grâce à leurs compétences, acquises dans des écoles de haut niveau, faites pour enseigner les dogmes intangibles du Capitalisme, et les meilleures façons de les exercer et de les défendre : l'ENA, Sciences Po, l'ESSEC, etc. Dans la France actuelle, ces "Grandes Écoles" sont devenues le mode d'accès exclusif à la Bourgeoisie pour les enfants de milieux modestes (baptisé "méritocratie" par nos gouvernants). Elles fabriquent ces flots "d'experts", de "Sachants", tous imprégnés des dogmes libéraux, qui défilent sur les petits écrans de nos médias pour exprimer la vision bourgeoise des faits".

Tels sont les vrais Bourgeois français, dépositaires du Pouvoir économique, politique et médiatique, c'est à dire du Pouvoir d'Etat.

Cet Etat dispose de l'usage légal de la violence pour faire appliquer les lois, par le biais de la police, la gendarmerie (partie intégrante de l'armée), et de la Justice. Mais ne nous trompons pas d'ennemis : les policiers, gendarmes, et même

**Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org**

les magistrats (soumis en fait aux décisions des Procureurs et du Ministre quand l'affaire instruite à une importance politique) ne sont, sauf exception, pas membres de la Bourgeoisie dirigeante, ils sont tout au plus des fonctionnaires transformés en instruments des choix politiques de l'Etat. Ce qui n'excuse en rien les brutalités policières, où les décisions judiciaires de classe, quand les directives du dit Etat les leur commandent.

4/ SI CE QU'ELLE PENSE NE DÉFINIT PAS LA BOURGEOISIE, EXISTE T'IL UNE IDEOLOGIE DE LA BOURGEOISIE ?



En effet, si la bourgeoisie est diverse, dans ses façons de vivre et de pensée, elle est attachée à ses intérêts, à ses privilèges sociaux et politiques, qui se résument aux règles du Capitalisme : une société divisée entre propriétaires du Capital, et les autres qui, ne le possédant pas, n'ont pour vivre que leur salaire, versé par les Capitalistes en rétribution de leur capacité à produire. Un système dont les règles sont qualifiées hypocritement de « liberté d'entreprendre » ou « loi du marché » par les idéologues bourgeois, et que Marx dénonçait comme « celle d'un renard libre dans un poulailler libre ». Cette idéologie qui confond les dogmes du Capitalisme avec « la liberté » est habituellement dite « Libérale ». Elle sert de pensée commune à la bourgeoisie possédante et dirigeante, et déborde largement sur le reste de la population, car, selon la formule marxiste, « les idées dominantes sont les idées de la classe dominante », et cela grâce notamment à l'État.

S'il existe donc bien une idéologie bourgeoise, elle évolue dans le temps, en fonction des mutations économiques, sociales, et technologiques. Ainsi la bourgeoisie française de 1945 à 75 se reconnaissait volontiers dans ce qu'on nommait le Gaullisme, défenseur d'un capitalisme français dont les investissements étaient essentiellement dans l'hexagone et les anciennes colonies d'Afrique, et de ce fait anticommuniste et anti soviétique, mais aussi partisan d'un « secteur public »

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

important, avec des sociétés nationalisées comme Air-France ou la SNCF, qui permettaient les progrès économiques (Concorde, TGV) et aidaient ainsi le Capital privé.

Après 1975, progressivement, la bourgeoisie française s'est convertie à un Capitalisme financiarisé et mondialisé, organisé grâce à des sociétés transnationales dont les capitaux proviennent de partout, contrôlant des entreprises partout dans le monde, notamment dans les pays d'Asie à bas salaires et forts taux de profits, à partir de sièges sociaux lointains, notamment aux USA. Elle a délibérément détruit les grandes industries françaises (métallurgie, mines, textile...), par les délocalisations, lui permettant à la fois des profits plus élevés et de démanteler la classe ouvrière française, le terreau du mouvement révolutionnaire de notre pays. Politiquement, la bourgeoisie française est passée de De Gaulle à Giscard puis Macron, du nationalisme colonial au mondialisme libéral (OTAN, UE), et aux « réformes » permettant de détruire les conquêtes sociales de 1945, et de privatiser les secteurs « rentables » de l'économie.

5/ VIVE LE MOINS D'ÉTAT : UN SLOGAN LIBÉRAL ?

Le discours "libéral" omniprésent dans nos médias français ne se contente pas de diffuser les règles " intangibles " du Marché capitaliste, le dogme quasi religieux selon lequel le profit est le but de tout investissement (ce qui justifie que tout service public doive être "rentable", ou laisser place à la privatisation, des hôpitaux par exemple). Il a aussi répété à satiété cette affirmation sommaire comme une vérité première du système politico-économique libéral : **"L'ETAT LIBÉRAL NE S'OCCUPE PAS D'ÉCONOMIE "**

Cette fausse évidence est une contre-vérité historique absolue. Depuis que l'Etat moderne, après la bourrasque de 1789-94, est contrôlé en France par la Bourgeoisie, elle sait se servir de l'Etat pour faciliter ses objectifs économiques et sociaux.



Ainsi, la création des premiers chemins de fer à vapeur, sous le règne du Roi Louis-Philippe (1830-48), qui débutèrent la " Révolution industrielle " française, n'aurait pu avoir lieu sans l'aide massive de l'Etat aux investisseurs privés : c'est l'Etat, avec ses ressources fournies par l'impôt, qui acheta les terrains nécessaires et les donna gratuitement aux "compagnies ferroviaires".

Quand tout au long du XIXème siècle, la France du Second Empire puis de la IIIème République fit peu à peu la conquête de son immense Empire colonial en Asie et Afrique, ce fut grâce aux dépenses militaires énormes payées par les contribuables. Alors que ces colonies allaient permettre à la Bourgeoisie française d'y investir pour en tirer les matières premières nécessaires aux usines de la "Métropole" (arachides du Sénégal pour les huileries et savonneries de Provence par exemple). Et c'est encore les finances de l'Etat qui en permettaient l'exportation en finançant la construction de ports (Dakar, Abidjan) et de voies ferrées (Congo-Océan).

Quand survint la grande crise des économies capitalistes des années 1930, qui créa de nombreuses faillites et des millions de chômeurs, aux USA, en Allemagne, en France (et ailleurs) toutes les bourgeoisies se convinquirent peu à peu que le seul moyen de sauver l'économie capitaliste était l'intervention massive de l'Etat, selon les préceptes de l'économiste John Keynes.

Ce fut le cas partout, sous des formes diverses suivant le rapport de forces politiques : aux USA, par le biais de grands chantiers d'Etat avec FD Roosevelt (New Deal), dans l'Allemagne soumise à Hitler, grâce à la militarisation de l'économie, qui permit aux Nazis de faire la guerre de 1939-45. En France, dirigée en 1936 par la

**Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org**

Gauche dite de Front Populaire, la croissance des salaires et les premières nationalisations (SNCF en 1937) imposées par les grèves permirent le rebond de l'économie, toujours grâce à l'intervention de l'Etat dans l'économie. Dans ces trois cas, dans un rapport de forces sociales différent, l'intervention massive de l'Etat permit à l'économie capitaliste de redémarrer.



En 1945, la défaite du Nazisme et de ses soutiens a établi pour quelques années un rapport de forces favorable aux peuples, ce qui s'est traduit en France par de vastes nationalisations (EDF, Renault, Air France, SNCF, etc.) et de grandes réformes sociales (Sécurité Sociale). Les entreprises nationalisées (SNCF, Air France) ont été à l'origine de progrès fulgurants (TGV, avion Concorde). Cela sans toutefois mettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie sur l'Etat français. Mieux, notamment sous l'égide du Gaullisme (1958 à 75), les sociétés d'Etat servaient à accroître les bénéfices du Capital privé (tarifs de transport « préférentiels » : on nommait ce système le **Capitalisme Monopoliste d'Etat**).

À partir de la décennie 1980, la Bourgeoisie française, qui jusque-là tirait l'essentiel de ses profits de ses investissements dans l'industrie en France et en Afrique (colonies, et ex-colonies après 1960), a accompli une véritable mutation. Elle a investi surtout dans les sociétés financières transnationales, dont les actionnaires et les salariés sont dans le monde entier, au détriment des industries nationales moins rentables (textile, métallurgie, mines), délocalisées vers de plus hauts profits. Parallèlement, elle a peu à peu abandonné le nationalisme Gaulliste, au profit de l'idéologie ultra-libérale, qui fait profession d'éliminer le rôle de l'Etat : en réalité, son objectif est de détruire les services publics nés de 1945, et de privatiser les entreprises nationalisées. Mais le rôle de l'Etat reste essentiel, notamment dans le domaine militaire, la production et la vente d'armes essentielles en France. Et le projet Macronien "Hercule" de privatisation d'EDF prévoit (prévoyait,) de la diviser en 3 parties, en laissant le seul nucléaire propriété d'Etat, qui concentre l'essentiel des investissements.

De 1975 au XXIème siècle, cette mutation de l'Etat s'est poursuivie sous le contrôle de la bourgeoisie, quels que soient les Présidents successifs, de Droite
 Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
 Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

comme Giscard, Chirac ou Sarkozy, de Gauche comme Mitterrand ou Hollande, et Macron aujourd'hui.

6/ DEMOCRATIE OU FABRIQUE DU CONSENSUS LIBÉRAL ?

Selon la version quotidienne qui nous est répétée par nos télévisions, peuplées presque uniquement de tenants de l'idéologie bourgeoise, nous vivons en Démocratie, puisqu'il existe en France des élections régulières au suffrage universel, pour choisir les gouvernants et les législateurs. Cette « démocratie occidentale », même si elle se vante d'être un exemple, n'est pas plus démocratique (« le pouvoir du peuple sur lui-même ») que ne l'était la démocratie esclavagiste à Athènes, 5 siècles avant notre ère: le Capitalisme est le contraire de l'égalité sociale, et le pouvoir d'État appartient à une minorité du peuple, la bourgeoisie, qu'elle se réclame de la Droite conservatrice, ou de la Gauche social-démocrate.

Certes, elle conserve quelques progrès politiques qui furent imposés en leur temps par les luttes populaires, mais qui sont souvent falsifiées aujourd'hui :

Le suffrage universel, qui permet d'élire à intervalles réguliers un Président, des députés, des élus locaux, qui seront libres jusqu'à l'élection suivante de décider des lois comme bon leur semblera, la Constitution française prévoyant qu'il n'y a pas de mandat impératif des élus, qui ne sont pas obligés de respecter leurs engagements auprès des électeurs. C'est ainsi que les partis de Gauche française, avec la Présidence Hollande, après avoir promis de combattre « la Finance », ont privatisé les entreprises et rognent les conquêtes sociales autant que ceux de Droite auparavant.

La France devint une République en 1792, et ce fut un énorme progrès par rapport à la monarchie précédente. Mais la Constitution actuelle, née avec De Gaulle en 1958, fait du Président un Monarque, qui peut décider de la paix et de la guerre sans consulter personne, et qui fait élire dans la foulée de son élection une majorité de députés qui approuvent les Ministres qu'il choisit et votent les lois qui lui conviennent.

Rien à voir avec la République démocratique inventée par Robespierre en 1793, qui devait être dirigée par des députés contrôlés par les citoyens, élus pour réaliser le mandat confié par la majorité de la Nation.

En réalité, l'État actuel ne gouverne que par une Démocratie truquée, et, comme tout État, il utilise tous ses moyens pour obtenir le consentement de la population en faveur de ses choix, qui sont ceux de la classe dirigeante et possédante. Ce fut durant des siècles, par le biais de la religion catholique d'État, que les Rois l'obtenaient : désobéir aux ordres de Louis XIV, monarque de droit divin, c'était désobéir à Dieu, et mériter de ce fait, un châtement durant sa vie, et après sa mort.

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

Depuis le XIXème siècle, l'influence du catholicisme ayant chuté peu à peu, l'État républicain bourgeois a utilisé d'autres moyens de convaincre l'opinion, le nationalisme avant 1914, le racisme et le mépris colonial jusqu'à la fin du XXème siècle, qui persistent encore aujourd'hui en France (comme le prouve le succès d'un Zemmour en 2021 !).

Cette fabrique du consentement idéologique fonctionne depuis longtemps par divers moyens contrôlés par l'État : les Rois entretenaient des peintres, et d'autres artistes, à leur service, et Louis XIV distribuait des pensions aux Grands Seigneurs invités à le célébrer à la Cour de Versailles.

Au Vingtième siècle, ce rôle est dévolu aux médias, presse, radios, qui deviennent essentiels pour diffuser une idéologie dans l'opinion.

Jusqu'au milieu du XXème siècle, les États se servirent surtout des radios, qui touchaient des millions d'auditeurs : Ainsi durant les années de guerre, l'État Pétainiste veillait à contrôler Radio Paris, où Jean Hérold-Paquis multipliait les discours pronazis et la France Libre Gaulliste le dénonçait depuis Londres et la BBC. Et en 1960, c'est parce qu'ils entendaient les appels à la résistance (de De Gaulle et de la CGT) sur les nouvelles petites radios transistors que les soldats du contingent firent échec à l'insurrection des généraux ultra-colonialistes en Algérie.

Mais le grand bouleversement des médias fut la télévision, qui au cours des décennies finissant le XXème siècle, devint un outil de persuasion formidable, parce qu'omniprésente quotidiennement dans chaque famille. De Gaulle, revenu au pouvoir d'Etat en 1958, fut le premier à s'en beaucoup servir, et fit de ses conférences de presse un instrument de consentement idéologique et politique dont Louis XIV n'avait jamais disposé. Il était attentif à contrôler l'information, mais la censure des journaux (fréquente durant toute la Guerre d'Algérie) et les pressions diverses ne permettait pas aux dirigeants de l'État de la contrôler totalement. En mai 1968, les journalistes de la télévision rejoignirent les autres salariés dans la grève, malgré les menaces du Pouvoir, qui en licencia de nombreux par la suite.



Ce n'est que durant les Présidences suivantes, de Droite (Pompidou, Giscard, Chirac, Sarkozy) que les chaînes de télévision furent peu à peu transformées en un outil bien contrôlé de l'appareil d'État à modeler l'opinion en faveur de l'idéologie libérale.

- ✚ Par la privatisation d'abord de la plupart des chaînes (démarrée en 1984 sous Mitterrand), et surtout la création de chaînes d'info continue de plus en plus soumise entre quelques grands capitalistes (Bolloré, etc).
- ✚ Par l'assujettissement des chaînes d'État aux règles du Marché capitaliste, tributaires du financement par la publicité et la course à l'audience, la quête du « buzz. » remplaçant peu à peu la qualité culturelle et le respect des sources.
- ✚ Et surtout, par le tri draconien de ceux qui ont accès à la parole et à l'image, journalistes, chroniqueurs, « experts » au détriment des opposants politiques. Les vellétés pluralistes, portées notamment par les Communistes dans le cadre du "programme commun de la Gauche" lors de l'élection de Mitterrand en 1981, ne changèrent rien à la mainmise de l'idéologie libérale sur l'information.

C'est ainsi que l'ensemble de ces télévisions est devenu un appareil d'une efficacité redoutable à diffuser les dogmes libéraux, cogéré par les responsables de l'État et du CAC40. Il a été l'instrument essentiel de toutes les manipulations politiques de l'État de la Bourgeoisie depuis dix ans :

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

- ✚ Une campagne quotidienne sur le thème du « tous pourris » qui a abouti à la destruction des partis politiques qui structuraient les Républiques depuis un siècle et plus, et au détournement des colères populaires vers l'abstention massive et la démagogie raciste.
- ✚ Une « information » réduite aux activités électorales quotidiennes du Président-candidat, à des débats truqués et des commentaires nourris des obsessions antichinoises, antirusse de l'OTAN et ses successeurs



Ce matraquage par les télévisions des milieux populaires français est devenu d'autant plus fort que les restrictions aux rencontres publiques se sont multipliées avec le Covid.

L'élimination politique du candidat Fillon en 2017 pour faire place à celui choisi par les maîtres du CAC40, l'inconnu Macron, et son élection avec sa cohorte de députés obéissants ; la fabrication du phénomène xénophobe Zemmour en 2021 : ce sont, parmi d'autres, les hauts faits récents de ce complexe médiatique d'État, qui risquent de peser très lourd sur l'avenir de la France.

Dans ce domaine du consensus idéologique libéral, ajoutons enfin que l'État français a réussi en quelques décennies à constituer un instrument d'une efficacité redoutable, les « Grandes Écoles » parallèles à l'Université, accessibles par concours aux étudiants les plus motivés et les mieux notés, y compris à certains d'origine populaire, qui pourront par ce biais « méritocratique » accéder à la bourgeoisie dirigeante. Ces Grandes Écoles, Sciences Po, HEC, ESSEC, ENA, École Polytechnique, Écoles Militaires comme Saint Cyr, ou de Communication, etc. Elles sont la pépinière des cadres de la Haute Administration d'État et des grandes Entreprises privées et d'État, qu'ils dirigent en alternance. Ils y déploient la formation reçue dans ces Grandes Écoles, savoir parler en public quel que soit le sujet évoqué, en

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

maîtrisant les postulats de l'idéologie libérale. Ils sont évidemment légion dans les politiciens dirigeants, d'obédience politique variée, mais reliés les uns aux autres par des réseaux de connivence, dont les équipes macroniennes sont un exemple parfait.

7 / « UN ÉTAT TROP LOURD, TROP INTRUSIF.

TROP DE POLICIERS, DE MILITAIRES, DE MAGISTRATS, DE FONCTIONNAIRES » ?

Cette antienne répétée par tous les politiciens libéraux (c'est un ministre socialiste de Mitterrand qui le premier a parlé de « dégraisser l'État mammoth ») est un tissu de contre-vérités.

Les responsables de l'Etat, qui produisent les lois applicables à chaque citoyen, doivent évidemment avoir tout un appareil pour les faire appliquer : police, armée, ce que l'on nomme souvent « Pouvoir régalién », qui disposent de « la violence légitime » pour faire obéir aux lois (à l'inverse des citoyens, qui n'ont pas droit de se faire justice eux-mêmes). On peut trouver une loi injuste et aspirer à la changer, on peut (et on doit) reprocher les brutalités répressives aux policiers (contre les Gilets Jaunes, les syndicalistes, les personnes issues de l'immigration...), on peut (et on doit) désapprouver l'usage de l'armée dans des opérations impérialistes au Sahel, alors que sa mission devrait être de défendre l'indépendance nationale.

Mais il serait absurde par exemple de nier la nécessité d'une police de proximité, alors qu'elle a été retirée (de même que l'ensemble des services publics) de quartiers entiers laissés à la gangrène du trafic de drogue et d'armes.

Les pays d'Afrique sahélienne sont soumis à l'impérialisme occidental, y compris de la France, justement parce que leur État national déficient est incapable de protéger les citoyens contre les bandes armées de trafiquants et de fanatiques.

C'est d'ailleurs une leçon à tirer au niveau international : chaque fois que l'Impérialisme veut soumettre un peuple, et piller ses richesses, il détruit son État national. Il l'a fait en Irak, en Lybie, et tente en Syrie.



Char français en Libye

La Justice, magistrats et personnels à son service, est aussi un rouage nécessaire de l'État, qui ne dispose pas des moyens nécessaires à sa mission. Mais c'est en plus une catégorie spécifique, depuis les réformes progressistes de la Révolution française, à qui nous devons l'humanisation des enquêtes et des peines (la suppression de la torture par exemple en est la preuve avant l'aveu), et l'affirmation de l'Indépendance des magistrats par rapport au gouvernement. La suppression de la peine de mort en 1982 est dans la filiation de ces réformes humanitaires (et positives) de la justice.

Cela suffit-il à faire une justice indépendante aujourd'hui ? Non, car l'Etat conserve de nombreux moyens de l'orienter, dans les « affaires sensibles » : ce sont les Procureurs (le Parquet), directement soumis au ministre, qui désignent les magistrats enquêteurs et juges (le Siège), déterminent leur carrière en les notant, et choisissent les dates des procès. C'est ainsi qu'on a vu la justice participer à l'élimination des candidats autres que Macron en 2017, à la forte répression des manifestants Gilets Jaunes, alors que les brutalités policières sont la plupart du temps impunies.

Les politiciens de Droite, comme Pécresse, ne cessent de répéter leur volonté de supprimer des centaines de milliers de fonctionnaires, salariés de l'État, pour « lutter contre la bureaucratie ». Un discours à combattre pour trois raisons :

- ✚ La bureaucratie paperassière est un mal, qui rend la vie difficile aux citoyens. Mais elle est aussi répandue dans les entreprises privées que les autres, et s'est beaucoup aggravée depuis quelques années par la suppression d'emplois, au profit de contacts uniquement informatisés.

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

- ✚ Ce discours anti-fonctionnaires est en fait la volonté libérale de détruire les services publics au profit d'entreprises privées apportant des profits à leurs actionnaires. Il n'y a pas trop de soignants à l'hôpital, il en manque de façon dramatique.
- ✚ Les fonctionnaires français profitent encore d'une grande conquête sociale de 1946, quand Maurice Thorez fut ministre : le statut de la Fonction Publique leur assure sécurité de l'emploi, et protection sociale. Depuis trente ans, les gouvernements libéraux successifs, de Droite et Socialistes, pour le détruire, ont multiplié dans les entreprises comme la Poste, ou l'Education nationale, ou la SNCF, les contrats précaires, ce qui permet de plus bas salaires et un surcroît des tâches exigées. Le résultat est la dégradation continue du service, pour le courrier par exemple.



8/ "DEMOCRATIE LIBÉRALE » ET «LIBIDO DOMINANDI »

La soi-disant « démocratie libérale » ou « démocratie occidentale » n'a rien de vraiment démocratique dans l'accès au pouvoir de ses responsables ou son fonctionnement, comme dit plus haut. Mais elle est de plus gangrenée par cet « instinct de pouvoir », aussi présent en chacun des humains que l'instinct sexuel, et que le philosophe chrétien Augustin qualifiait de « libido dominandi ». Dans la France contemporaine, où il faut se faire élire de temps à autres pour conquérir le pouvoir politique et le conserver, elle est une incitation permanente à abandonner ses idéaux de départ au profit de concessions électoralistes qui permettent de se faire réélire. Cet électoralisme sans principes, ou opportunisme, s'est traduit en France (et ailleurs !) par la dérive répétée de militants révolutionnaires vers la social démocratie et l'idéologie d'acceptation du Capitalisme. C'est ainsi qu'en 1914 Jules Guesde, un de ceux qui avaient introduit le marxisme en France, termina sa dérive opportuniste en représentant le Parti Socialiste au gouvernement belliciste. Et un autre Ministre de 1916, Albert Thomas, mérita le surnom de « Socialiste des obus ».

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

Rien à voir avec Maurice Thorez ou Ambroise Croizat, qui, en 1946, acceptèrent d'être ministres dans le gouvernement de la Résistance victorieuse du Nazisme, et purent ainsi inscrire quelques progrès essentiels, comme le statut de la Fonction Publique ou la Sécurité Sociale, avant d'en être chassés en 1947. Car ce n'est pas l'alliance avec d'autres forces politiques qui est néfaste, mais la compromission et la trahison des principes pour se faire réélire, comme celle pratiquée par le PCF à partir de la fin du XXème siècle : une « mutation » opportuniste, qui l'a engagé dans la trahison de son électorat populaire et son déclin.



9/ CENTRALISATION OU DÉCENTRALISATION, QUELLE EST LA FORME LA PLUS DÉMOCRATIQUE ?

Depuis le début de son histoire, la France connaît une alternance de centralisation (le pouvoir central doit décider de tout) et de décentralisation (les décisions doivent être prises le plus possible à la base). Pour juger de ces mouvements contraires, il faut toujours se demander à quelle classe sociale ils profitent. On s'aperçoit alors que la réponse n'est pas toujours la même.

C'est la Monarchie française des Rois Capétiens qui a favorisé la centralisation de l'État à son profit et au détriment des Seigneurs terriens qui avaient toute autorité sur les paysans et les bourgeois de leurs domaines féodaux. La croissance du pouvoir royal s'est faite jusqu'au XVIIème siècle au profit des villageois (fin progressive du servage) et des commerçants et artisans citadins (communes libérées des Seigneurs).



La Révolution française, de 1789 à 94, en créant la République dirigée par des députés élus par les citoyens, voulait à la fois l'unité de la Nation avec les mêmes lois partout, ce qui est centralisateur, et donner le pouvoir aux citoyens par le suffrage universel, ce qui est décentralisateur. Et elle a créé les 30 000 communes de France, dirigées par leurs élus, un système décentralisé unique en Europe. C'est pourquoi nommer Jacobins les partisans du centralisme en France, comme le font journalistes et politiciens actuels, est un contresens historique. C'est en fait l'Empereur Napoléon, après 1800, qui a rétabli la Monarchie centralisée à son profit, grâce au système préfectoral, qui existe encore.

Les Républiques successives des 19^{ème} et 20^{ème} siècles sont ainsi les héritières de cette histoire contradictoire, avec des maires élus et des Préfets nommés, des écoles communales laïques dès la III^{ème} République, qui instruisent tous les enfants dans une seule langue, en éradiquant les cultures régionales d'autrefois.

En 1871, la Commune de Paris est à la fois un soulèvement ouvrier démocratique, et une volonté décentralisatrice, qui rêvait d'une République sociale des Communes de France.

Cette dualité existe toujours dans la France actuelle, mais la bourgeoisie dirigeante depuis trente ans renforce peu à peu la centralisation dans le cadre de l'Union Européenne, en éloignant le plus possible les citoyens des lieux de décision : asphyxie financière des communes au profit de " communautés de Communes ", de Métropoles, et de régions immenses à l'image des Landers allemands...Et le pire c'est qu'elle le fait au nom de lois dites de décentralisation !

Décentralisation, déconcentration et démocraties

La langue française est riche mais pour autant les mots ont plusieurs sens selon le contenu qu'on leur donne.

Un état central n'est pas forcément autoritaire et éloigné des gens.

De même une décentralisation ne signifie pas forcément un éclatement de l'Etat unificateur.

Tout dépend le sens que l'on donne à ces mots et le processus qui en découle.

Si on se place du point de vue de l'accès au droit, les décisions prises nationalement s'opposent à la dégradation et à l'inégalité.

On le voit particulièrement avec une société comme EDF qui depuis qu'elle est privatisée ne garantit plus l'égalité des tarifs et des services rendus en particulier quand interviennent des sociétés privatisées dont les objectifs sont aux antipodes de la notion de service public.

De même pour la SNCF qui a vu disparaître, sous les coups de boutoirs du capital les notions de péréquation tarifaire, de continuité territoriale et même des lignes entières jugées peu rentables.

Pour une centralisation démocratique, il faut donc que le peuple ait les moyens d'intervenir à tous les niveaux de la gestion et qu'il y ait une déconcentration des lieux d'application de ces choix de gestion. De ce point de vue les PTT, présents dans tous les villages et même la trésorerie ont été des exemples de déconcentration au service du public en particulier pour les conditions d'accès.

Donner du pouvoir au peuple suppose tout à la fois de ne pas perdre l'objectif de solidarité nationale et d'égalité de droits, tout en donnant à l'échelon local de faire entendre sa voix et ses choix locaux dans le cadre national.

La commune co-présidente du Venezuela³, ensemble de mesures adoptées en 2014 pour que les 874 communes du pays soient représentées dans une structure ayant rang présidentiel par des élus renouvelables annuellement est un essai de répondre à cette exigence d'équilibre entre pouvoir national et pouvoir local. Les états plurinationaux de Bolivie ou d'Afrique du Sud par exemple montrent aussi qu'il est possible d'essayer de conjuguer cette dualité.

C'est de cette conjugaison que naîtra une forme d'Etat garantissant la souveraineté nationale et populaire, dans un mouvement national qui ne met pas un trait d'égalité entre unité et uniformité mais au contraire prend en compte les différences et les histoires locales et n'est pas figée dans le temps.

³ Voir sur Rouge Midi <http://rougemidi.org/spip.php?article8671>

10/ L'ÉTAT, LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ET LES LUTTES POPULAIRES

Depuis des siècles, les luttes populaires en France s'efforcent de transformer à leur profit la forme de l'État, et y parviennent de temps à autre : en 1792 pour instaurer la République, en 1793 puis 1848 pour imposer le suffrage universel, à la fin du XIXème siècle pour la laïcité, l'impôt sur le revenu, les libertés syndicales, etc. C'est à cause de ces conquêtes indéniables que le terme Républicain qualifiait dans notre pays les partisans des progrès politiques et sociaux, jusqu'à aujourd'hui, où ce sigle a été détourné abusivement par un parti de Droite.

Au XXème siècle, les luttes populaires successives ont réussi parfois à imposer des avancées sociales et politiques importantes, en 1936, en 1945-46 (nationalisations, Sécurité sociale, etc), et en 1968.



MAIS CES SUCCÉS N'ONT JAMAIS RÉUSSI À CHANGER LA DOMINATION DE LA BOURGEOISIE SUR L'ÉTAT, même celles obtenues quand le PCF était au gouvernement en 1946. Les nationalisations ont ainsi très vite été détournées au profit des Capitalistes.

Et depuis le démantèlement de la classe ouvrière par les délocalisations à partir de 1975, et le déclin des forces révolutionnaires françaises, ces conquêtes sont grignotées peu à peu, malgré les luttes organisées tant bien que mal pour les

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

défendre. Car le rapport de forces en faveur de la Bourgeoisie après 1980 a réduit les luttes à la défensive.

Elles sont nécessaires, certes, mais il faut bien voir qu'il n'y aura pas de progrès majeurs en France sans passage à une société nouvelle, socialiste, structurée par la propriété collective des grands moyens de production, et un État représentatif du prolétariat majoritaire, de celles et ceux qui vivent du produit de leur travail, et non du travail des autres.

VINGT-CINQUIÈME ANNÉE — N° 7268 16 PAGES *** MARDI 28 MAI 1968

Le Monde

0,50 F

Éditions A.B. de Paris, 100 rue de Valenciennes, 75013 Paris, France
 Téléphone : 31.30.00 (10 lignes) — Telex : 210000
 C.C.P. PARIS N° 4507-33
 R.C. Seine N° 100066688
 Tél. : 950 0750 91-29

LIBRE PAGE
 1 à 4 — Les manifestations de la jeunesse
 5 — Les affaires de Roumanie
 6 — La situation en Israël
 7 — Le procès des intellectuels
 8 à 10 — Les manifestations à Paris et en province
 11 — Les opérations de déminage
 12 — La guerre de Vietnam
 13 à 14 — Le monde de l'économie

Rédaction, Administration, 5, rue des Saussaies, Paris-8^e — Directeur: Hubert BEUVE-MERY

AUGMENTATION DU S.M.I.G. ET DES SALAIRES, RÉDUCTION D'HORAIRES ET ABAISSEMENT DE L'ÂGE DE LA RETRAITE

Le protocole d'accord entre les syndicats, le patronat et le gouvernement est soumis aux grévistes et aux organisations de base

LA FRANCE ET LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

- Les ouvriers des grandes entreprises se prononcent contre la reprise du travail
- Interruptions de courant à Paris à la suite du retard de la discussion à l'E.D.F.
- Nouvelle manifestation de l'UNEF « autorisée » par le gouvernement et approuvée par la C.F.D.T.

Les chèques postaux n° 100066688

11/ QUE NOUS ENSEIGNENT LES EXPÉRIENCES D'ÉTATS SOCIALISTES (PASSÉS ET ACTUELS) ?

Dans la France actuelle, le matraquage médiatique a réussi à convaincre des millions de nos concitoyens que les pays qui avaient réussi à construire une économie et un État socialistes au XX^{ème} siècle, URSS et ses alliés d'Europe de l'Est jusqu'en 1990, n'ont connu que l'échec économique, la persécution et les crimes politiques. La majorité des journalistes et des politiciens libéraux assimilent l'URSS au Nazisme (le totalitarisme). Nous devons combattre cette falsification éhontée de l'histoire réelle, qui est née de la haine anticommuniste des possédants, et de leur colère de voir que la Russie actuelle est redevenue un concurrent de l'Occident capitaliste, et que le Socialisme est encore un espoir et une réalité au XXI^{ème} siècle.

Cela ne signifie pas que l'histoire de l'URSS de 1917 à 1990 ait été un conte de fées, et nous devons en donner une lecture dialectique, avec toutes ses contradictions, sans méconnaître les succès, sans nier les difficultés et les dérives.

Ce qui consiste à rappeler d'abord la Révolution de 1917, cette explosion d'espoir du prolétariat de Russie, pour stopper les massacres de la Guerre enfantée par les Impérialismes, pour s'appropriier collectivement les usines, les terres, et les richesses produites par le travail. Cette « grande lueur rouge » née en Russie est devenue ensuite l'espoir de millions de femmes et d'hommes, ouvriers et employés, intellectuels prestigieux, dans le monde entier, sous le nom de Communisme, y compris dans notre pays. Et ce sera le cas durant trois quarts de siècle, accouchant dans les sociétés de progrès sociaux et politiques majeurs.

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunismes.org
 Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

Quant à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, elle a été leur modèle, incarné leurs rêves, parce qu'elle a réussi en à peine deux décennies, à sortir de la misère ouvriers et paysans de Russie et du Caucase, à enfanter aux forceps une grande puissance industrielle, qui sera de ce fait capable, heureusement pour nous, de vaincre la lèpre nazie. Et cette Révolution industrielle soviétique s'est accomplie sous la direction des Communistes, soldats et ouvriers militants, qu'il a fallu extraire de leurs bataillons et de leurs ateliers pour gérer la société.

Une mutation sociale qui n'a pas manqué de générer LA contradiction soviétique des années 1930 à 38 : Quand ces « *archanges de la Révolution et de la Guerre contre les Blancs* », selon la formule des poètes soviétiques ont été contraints de « muter » en bureaucrates du pouvoir, ils n'ont pas toujours su ou pu éviter les vertiges du pouvoir, et se sont coupés de leur milieu originel, jusqu'à s'enliser dans les inacceptables dérives répressives et les procès truqués de 1938 qualifiés très schématiquement de Staliniens par nos anti soviétiques du Vingt et unième siècle.

À l'issue des années de guerre héroïque (1941-45), durant lesquelles elle fut l'acteur essentiel de la défaite du Nazisme, l'URSS avait un prestige énorme dans le monde, y compris en France. Ses succès économiques (le premier homme dans l'espace) et sociaux (pas de chômage, et peu de disparités sociales) ne pouvaient qu'être enviés des foules africaines et asiatiques, aux prises avec la colonisation, le non-développement industriel et agricole, la pauvreté et parfois la famine.



Mais parallèlement, l'État soviétique, supposé être celui de la majorité vivant de son travail, prenait de plus en plus le visage de gestionnaires bureaucrates, attentifs surtout à leur carrière, et fort inattentifs aux aspirations des citoyens. Tant et si bien qu'après des années de stagnation et de crise, creusées par les pressions de l'Impérialisme occidental (notamment l'obligation pour l'URSS d'engloutir des sommes énormes en armement), l'Etat Socialiste s'est effondré en 1990, sans que le prolétariat dont il était supposé être l'émanation ne fasse grand-chose pour s'opposer à sa disparition. Et cette disparition d'un Socialisme sans défenseurs fut

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

encore plus rapide dans les pays de l'est européen (Hongrie, Roumanie, Pologne, RDA), où il était né des victoires de l'Armée Rouge plus que d'une insurrection populaire.

Contrairement à la contre-vérité répandue aujourd'hui, l'État Socialiste soviétique n'a pas imploré en 1990 à cause de ses échecs (la preuve en est dans la nostalgie tenace des avantages soviétiques dans la Russie actuelle), mais des menées contre lui du Capitalisme occidental, et du manque de démocratie représentative : l'État supposé incarner le prolétariat était devenu un pouvoir technocratique sur le prolétariat.

Depuis la fin du XXème siècle, les idéologues libéraux ne cessent de se féliciter de « la faillite du Communisme » de 1990, comme si ce séisme politique avait signifié « la fin de l'histoire », la victoire définitive de l'économie et l'État capitaliste. C'est oublier un peu vite que toute une partie du globe se réclame encore en 2022 de l'idéal communiste, de l'économie et d'un État Socialiste. A commencer par l'immense Chine, et son milliard trois cents millions d'habitants (dont 90 millions de membres du Parti Communiste), mais aussi le Vietnam (100 millions d'habitants), la Corée du Nord (26) et l'île de Cuba (12), obstinément accrochée à son socialisme en mer des Caraïbes, malgré l'encerclement impérialiste. Avec une similitude, qui n'est pas un hasard, entre ces 4 pays si divers : la Révolution socialiste y fut aussi très patriotique et nationale.

Leur diversité est à la fois démographique, mais plus encore économique et dans la forme de l'État. Une économie massivement collectivisée, très étatisée en Corée, moins à Cuba et au Vietnam, et largement impliquée dans le grand Capitalisme mondialisé en Chine, même si c'est sous le contrôle des banques d'Etat et du Parti communiste. Et il y a très loin entre l'autoritarisme communiste patrimonial en usage à Pyongyang, et les gestions plus décentralisées des PC de Cuba ou de Chine, nées d'histoires et de contextes différents.

Personne ne peut prévoir l'avenir de ces expériences socialistes contemporaines, et notamment si elles pourront éviter les dérives bureaucratiques, et antidémocratiques, qui ont conduit à la mort l'expérience soviétique du passé. Car leurs succès sont indéniables, notamment de la Chine devenue une grande puissance mondiale qui a éradiqué sa pauvreté millénaire. Mais l'histoire et la disparition de l'URSS nous apprend que ces succès économiques et sociaux ne sont pas une garantie d'éternité.

12 / NOS OBJECTIFS D'ÉTAT SOCIALISTE ?

Ils ne peuvent faire abstraction des expériences passées et présentes, dont l'avenir conditionnera le nôtre, mais ils ne doivent en aucun cas se rétrécir à en faire des modèles à reproduire dans notre pays.

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

Ce fut trop souvent le cas vis à vis de l'URSS, quand l'admiration irréfléchie de tout ce qui s'y passait entraîna les communistes français à de graves bévues politiques, à nier par exemple les dérives répressives criminelles de 1938, ou à demander en 1940 la réparation légale de l'Humanité aux occupants allemands, parce que les dirigeants de l'État soviétique le désiraient alors pour des motifs propres à leur pays.

Faire des États socialistes actuels un modèle à copier en France serait tout aussi dangereux et de plus absurde, compte-tenu de leurs différences.

Notre objectif de société nouvelle est donc :

- 1/ **sur le plan économique**, de supprimer la propriété capitaliste des grands moyens de production, et de les placer sous propriété collective, nationale ou locale.
- 2/ **sur le plan politique**, de remplacer l'État actuel de la Bourgeoisie par l'État du prolétariat majoritaire, pourvu de mécanismes de maîtrise citoyenne qui en assurent le contrôle démocratique, seule garantie de son caractère durable.

Ces deux transformations révolutionnaires ne pourront se faire qu'avec l'assentiment massif des citoyennes et citoyens, comme toutes les Révolutions qui aboutissent. Il nous reste donc à construire cet assentiment pour le Socialisme, c'est le rôle des militants, au sein d'un Parti Communiste organisé, structuré par les connaissances marxistes de ses adhérents, dont la tâche première est d'abord pédagogique, de convaincre celles et ceux qui vivent de leur travail, de la nocivité du Capitalisme, et que le Socialisme est seul capable de répondre à leurs intérêts.

Elles devront en tout cas être réalisées parallèlement : qui pourrait croire possible qu'une transformation économique et sociale aussi importante puisse aboutir et durer si l'appareil médiatique d'État et privé est toujours entre les mains de ceux qui le contrôlent aujourd'hui ?



Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

Les brochures déjà publiées par l'ANC :

- 1/ « Histoire d'une déchéance »
- 2/ « Histoire française du suffrage universel »
- 3/ « Les Communistes et les religions »
- 4/ « PCF fin d'une histoire ou fin d'une dérive »
- 5/ « Migrations pour une approche communiste »
- 6/ « Europe sociale mythe ou possibilité ? »
- 7/ « Non au franc CFA »
- 8/ « Ecologie : pour une approche progressiste »
- 9/ « Les luttes sociales en France »
- 10/ « Tout numérique où va-t-on ? »
- 11/ « Logement quelques repères »
- 12/ « Plus aucun soldat français en Afrique »
- 13/ « Petite histoire du syndicalisme vue de France »
- 14/ « Le Manifeste de l'ANC »
- 15/ « Brochure d'accueil des membres de l'ANC »
- 16/ « L'impérialisme, l'analyser pour mieux le combattre »
- 17/ « Petite histoire du communisme en France »
- 18/ « L'islamophobie, une passion à la française »
- 19/ « Le 150ème anniversaire de la Commune »
- 20/ « Racisme et colonisation hier et aujourd'hui »
- 21/ « Prendre le pouvoir ou gagner les élections »

On peut commander les brochures déjà parues au prix de **5€** l'unité (port compris) en écrivant à l'ANC ou au Cercle Manouchian.

L'ANC ça m'intéresse !**A retourner à ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris**Je désire **recevoir des informations** de l'ANC et du Cercle Manouchian

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

COURRIEL :

 Je m'abonne aux 4 brochures annuelles de l'ANC, 10€ par an
(gratuit pour les adhérent-e-s). **J'adhère à l'ANC :**

- **Par PAC (prélèvement automatique mensuel)**. J'envoie mon RIB et **je signe le présent document autorisant l'ANC à prélever ma cotisation**.
Montant..... Montant conseillé **1% du revenu** net ou à défaut à partir de **12€ par mois** pour un ou une salariée à plein temps, **6€ par mois** pour un ou une salariée à mi-temps. **40€ par an** pour un ou une personne sans emploi.
- **Par virement à ANC** : IBAN **FR76 1027 8041 01000 2056 6801 84** et je précise sur l'objet à quelle périodicité correspond le versement
- **Par chèque** que j'envoie à ANC.

Signature